

Le collectif ANV COP21 Auch communique sur le e-commerce

La priorité est de stopper l'expansion d'Amazon en France



Le collectif ANV COP21 Auch communique sur le e-commerce

Le point de vue du collectif ANV COP 21 Auch

"Ce sont 12 militants d'ANV-COP21 Auch qui ont déposé, ce vendredi 4 décembre, un mur de cartons devant la permanence du député Jean-René Cazeneuve, afin de rendre visible la complicité d'Emmanuel Macron et des députés de la majorité dans l'implantation d'Amazon en France. Alors qu'une étude sortie aujourd'hui révèle que le e-commerce détruit massivement des emplois en France et dans le reste de l'Europe, Emmanuel Macron refuse toujours de respecter la demande de la Convention Citoyenne pour le Climat d'instaurer un moratoire sur les entrepôts de e-commerce pour stopper leur expansion.

Dans une période où les faillites et licenciements en cascade se poursuivent dans le commerce physique, une dizaine de nouveaux entrepôts Amazon sont en cours d'autorisation par l'Etat.

D'autres actions ont lieu ce vendredi dans toute la France afin de stopper Amazon avant qu'il ne soit trop tard. Les militants ont décidé de passer à l'action car il y a urgence : le projet de loi "Convention Citoyenne pour le climat" devrait être présenté dans les prochains jours et voté à partir de mars. Il s'agit de la dernière occasion de stopper l'expansion d'Amazon en France. 14 sites Amazon ont déjà ouvert depuis 1 an en France et une dizaine de nouveaux entrepôts sont sur le point de voir le jour.

À Montbert, Petit-Couronne (Métropole de Rouen), Fournès (Pont du Gard), Quimper, ou Belfort, les élus locaux acceptent des projets d'entrepôts Amazon sur le territoire en avançant deux arguments : les emplois créés et les recettes fiscales que cela leur permet de percevoir.

Selon Caroline Boucher, porte-parole d'ANV COP21 à Auch "Il n'en est rien, puisque la multinationale détruit plus d'emplois qu'elle n'en crée. C'est une championne de l'évasion fiscale et de la fraude à la TVA (4). Amazon paie proportionnellement beaucoup moins d'impôts que les commerçants. Pour faire face à l'urgence, une taxe exceptionnelle sur le chiffre d'affaires d'Amazon et des autres profiteurs de la crise est également indispensable. Elle permettrait dans l'immédiat de financer les mesures de préservation de l'emploi et le fonds de solidarité pour les commerces de proximité".